

HAÏTI

La violence contre les services de soins de santé en temps de conflit 2023



**SAFEGUARDING
HEALTH
IN CONFLICT**



**Insecurity
Insight**
Data on People in Danger

Lettre du président



2023 a été une année bien sombre en ce qui concerne les violences commises à l'encontre des soins de santé. En 2022, la Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit a comptabilisé un nombre inégalé d'incidents. Pourtant, en 2023, avec plus de 2 500 incidents, ce nombre est 25 % plus élevé.

L'intensité des conflits, qui, ces dernières années, ont été marqués par des attaques constantes à l'encontre du personnel et des structures de santé, a légèrement diminué, notamment en Syrie, au Yémen et dans la région du Tigray en Éthiopie. On aurait pu s'attendre à ce que la tendance globale des violences contre les soins s'infléchisse également. Au lieu de cela, aux premiers jours de deux nouvelles guerres catastrophiques, au Soudan et entre Israël et le Hamas, les soins ont fait l'objet d'une offensive impitoyable. Dans les deux cas, les parties au conflit ont causé la mort de personnel de santé, ont attaqué des structures et détruit des systèmes de santé. En parallèle, les attaques contre les soins de santé se sont poursuivies à un rythme effréné au Myanmar et en Ukraine, dépassant dans chaque cas plus de 1 000 incidents depuis le début des conflits, en 2021 et en 2022 respectivement. Dans de nombreux conflits chroniques, les forces combattantes continuent de kidnapper et de tuer des soignant-e-s et de piller des structures de santé.

Au même moment, de nouvelles tendances inquiétantes ont commencé à émerger. Au Burkina Faso, en Éthiopie, à Gaza, au Liban, au Myanmar, au Soudan, en Syrie, en Ukraine et au Yémen, des combattants ont utilisé des drones pour attaquer des dispensaires, des hôpitaux et des ambulances. Dans de nombreux conflits, les combattants se sont violemment introduits dans des hôpitaux ou les ont occupés pour y mener des opérations militaires. Des patients et du personnel soignant ont été blessés et ont perdu la vie en raison de ces incursions. Le comportement des combattants dans de nombreux conflits témoignent d'un mépris non dissimulé pour leur devoir de protection des civils et des soins de santé en vertu du droit international humanitaire (DIH). Tout en prétendant se conformer au DIH, Israël a promu une perception de ses obligations qui, si elle était acceptée, bafouerait les protections fondamentales que le DIH met en place pour les civils et les soins en temps de guerre.

Une constante des attaques reste l'impunité persistante dont bénéficient les auteurs de ces crimes. Depuis plus de dix ans, les gouvernements ne respectent pas leurs engagements maintes fois réitérés : réformer leurs pratiques militaires, cesser les transferts d'armes aux auteurs et traduire en justice les responsables des crimes.

Il nous faut une nouvelle approche qui doit passer par un leadership plus fort de la part des agences de l'ONU mais aussi par une volonté des gouvernements à œuvrer de concert avec la société civile et la communauté médicale pour agir bien plus fermement et mettre un terme au fléau des violences contre les soins de santé. Entre autres mesures, ils peuvent faire pression sur les procureurs à l'échelle nationale et internationale pour qu'ils se saisissent des dossiers de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis contre les soins de santé, mettre en place un soutien politique pour que les tribunaux spéciaux puissent contourner le veto des membres du Conseil de sécurité des Nations unies concernant les renvois devant la Cour pénale internationale, et restreindre la vente d'armes aux forces commettant des crimes.

Il y a aussi des lueurs d'espoir. Après des années d'inertie, l'Organisation mondiale de la Santé a fermement dénoncé les violentes attaques dont sont victimes les soignant-e-s et les structures de santé. Des groupes de la société civile font pression pour faire cesser les transferts d'armes aux auteurs de violence, tandis que certaines armées ont lancé des initiatives pour réduire le nombre de victimes civiles dans les guerres. Les dirigeants doivent s'appuyer sur ces initiatives. En agissant, ils ont la possibilité de mettre un terme à la souffrance de millions de personnes.




Len Rubenstein

Président, La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (SHCC)

[↓ Rapport complet \(anglais\) | Recommandations | Méthodologie | Données](#)



INCIDENTS SIGNALÉS ET PROBLÈMES LES PLUS SOUVENT RAPPORTÉS

 INCIDENTS SIGNALÉS	 SOIGNANT·E·S KIDNAPPÉ·E·S	 INCIDENTS DE DESCENTES DANS DES STRUCTURES DE SANTÉ
2023		
40	33	8
2022		
9	10	9

↓ Source: 2022-2023 HTI SHCC Health Care Data

APERÇU

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (Safeguarding Health in Conflict Coalition, ou SHCC) a recensé 40 incidents de violence contre les soignant·e·s ou d'obstruction aux soins de santé en Haïti en 2023 et neuf en 2022, contre 15 en 2021, année de publication du dernier chapitre du rapport de la SHCC consacré à Haïti¹. Au cours de ces 40 incidents, au moins 33 soignant·e·s ont été victimes de kidnapping et des structures de santé ont été investies de force à huit reprises. Cette note d'information s'appuie sur les données 2022-2023 de la SHCC concernant les soins de santé en Haïti, disponibles sur le site de l'[Humanitarian Data Exchange \(HDX\)](#).

CONTEXTE

Après l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021, la violence s'est rapidement intensifiée en Haïti, principalement à Port-au-Prince et dans ses environs, les gangs criminels et les groupes d'autodéfense se disputant le contrôle de certaines zones. Les soins de santé ont subi les répercussions directes de ces violences. Selon l'[ACLED \(Armed Conflict Location & Event Data Project\)](#), en 2023, le nombre de gangs contribuant activement à la violence a doublé, et la violence perpétrée par les gangs a augmenté de 60 % par rapport à 2021. À fin 2023, près de 80 % de la ville de Port-au-Prince était sous le contrôle de gangs et la violence commençait à se répandre dans d'autres départements, dont le département de l'Artibonite.

Les kidnappings ont enregistré une hausse à Port-au-Prince début 2023 après une suspension des services de police dans certains quartiers de la ville, en signe de protestation contre les ressources limitées octroyées pour lutter contre la violence. Conséquence collatérale de cette mesure, certains hôpitaux ont dû suspendre leurs activités en raison d'un risque d'insécurité accrue dans la zone. Les confrontations entre des gangs

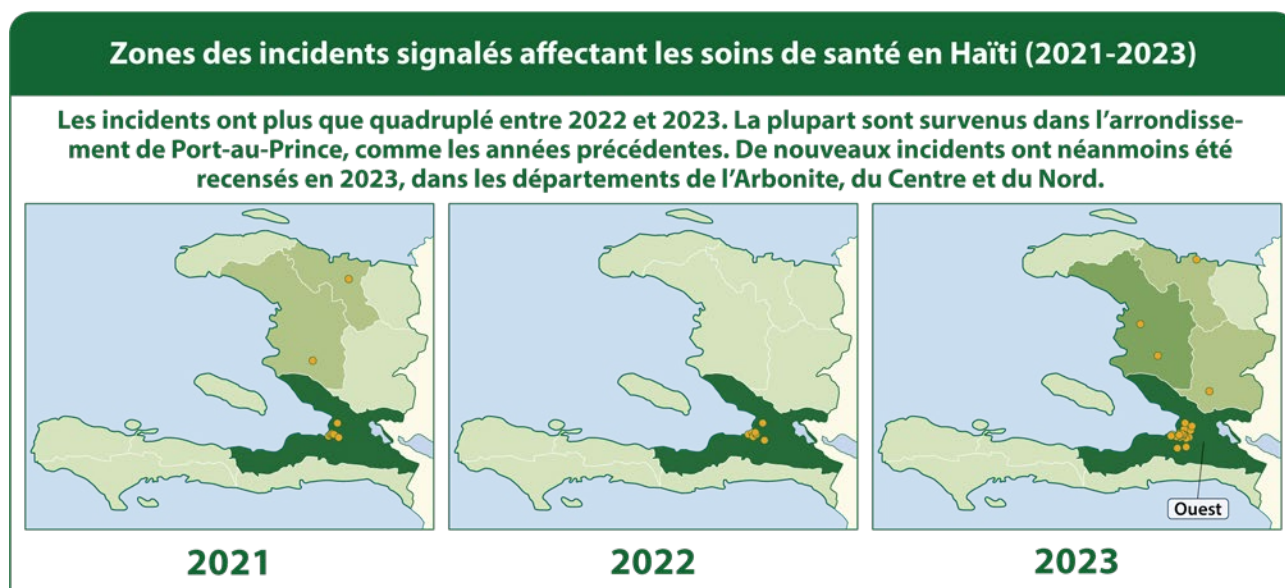


affiliés aux coalitions du G9 et du G-Pèp se sont intensifiées et ont gagné de nouvelles zones, forçant les populations civiles à constituer des groupes d'autodéfense pour essayer de lutter contre la violence des gangs, aggravant le niveau d'insécurité.

Selon l'UNICEF, à la fin de l'année 2023, on estimait à environ 5,5 millions le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire et rencontrant des difficultés d'accès aux nécessités de base, dont les soins de santé.

VIOLENCES OU OBSTRUCTION À L'ACCÈS AUX SOINS EN 2023

Les incidents de violences ou d'obstruction à l'accès aux soins ont plus que quadruplé en Haïti entre 2022 et 2023, signe d'une détérioration généralisée de la situation sécuritaire dans le pays au cours de cette période. Plus des trois quarts des incidents ont eu lieu dans le département de l'Ouest, en particulier dans l'arrondissement de Port-au-Prince, dans la lignée d'une tendance qui reflète la concentration géographique des incidents survenus au cours des années précédentes. De nouveaux incidents ont par ailleurs été recensés en 2023, dans les départements de l'Arbonite, du Centre et du Nord.



Les incidents de kidnappings de personnel de santé ont augmenté eux aussi en 2023. Ils ont pour la plupart touché le personnel travaillant au sein de la structure nationale de santé de l'arrondissement de Port-au-Prince, dans le département de l'Ouest. Les descentes et les incursions au sein d'hôpitaux ont directement impacté les ONG et se sont plus largement répandues dans les départements de l'Arbonite, du Centre, du Nord et de l'Ouest élargi.

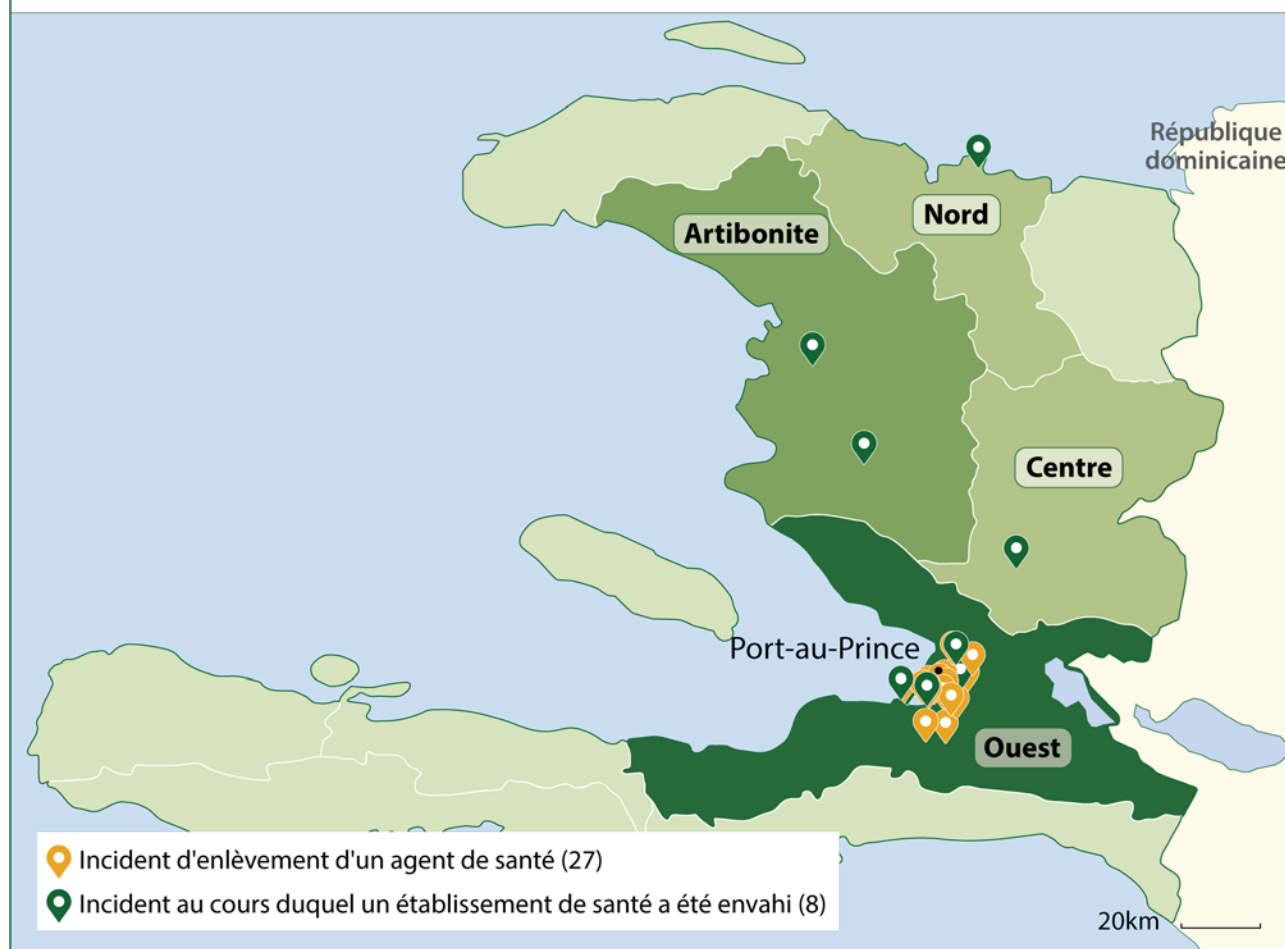
La plupart des incidents de violence contre les soignant-e-s et d'obstruction aux soins de santé ont été attribués à des membres de gangs ou à des hommes armés non identifiés. En mars 2023, des membres du gang 400 Mawozo ont kidnappé un médecin dans sa clinique privée à Port-au-Prince et ont investi l'hôpital Justinien au Cap-Haïtien, dans le département du Nord². Pour la première fois depuis que la SHCC a entrepris un suivi de la situation en Haïti, des membres du gang Kokorat San Ras ont été nommés comme auteurs d'attaques contre les soins de santé dans le pays en 2023. Au cours de cet incident, des membres du gang ont kidnappé un membre du personnel infirmier dans le département de l'Artibonite en décembre



en vue d'obtenir une rançon³. Au mois de février, quatre incidents ont impliqué des policiers haïtiens de l'arrondissement de Port-au-Prince qui ont fouillé des hôpitaux recevant l'appui d'ONG à Tabarre et Turgeau, ainsi que des ambulances d'ONG à Delmas et Tabarre⁴.

Incidents signalés affectant les soins de santé en Haïti (2023)

Les kidnappings de soignant-e-s ont été principalement signalés dans l'arrondissement de Port-au-Prince. Des incursions au sein d'hôpitaux ont été enregistrées dans les départements de l'Artibonite, du Centre, du Nord et du département de l'Ouest élargi.



Soignant-e-s kidnappé-e-s

Au total, en 2023, 33 soignant-e-s ont été kidnappé-e-s dans le cadre de 27 incidents, contre dix au cours de cinq incidents en 2022. La plupart des kidnappings ont eu lieu dans l'arrondissement de Port-au-Prince, dont un dans le département de l'Artibonite impliquant l'infirmier mentionné précédemment et un autre à Croix-des-Bouquets, dans le département de l'Ouest⁵. Les membres du personnel ont été kidnappés à l'extérieur d'un hôpital, chez eux ou sur le chemin du travail, comme les années précédentes. La plupart des personnes kidnappées travaillaient pour la structure nationale de santé et quatre étaient employées par une ONG. Parmi les 33 soignant-e-s kidnappé-e-s, 21 étaient médecins, dont un épidémiologiste, un gynécologue et un urologue. Les kidnappings ont visé 22 hommes et six femmes⁶. La plupart des membres du personnel ont été libérés sains et saufs au bout d'une période allant d'un à 13 jours. Souvent, des rançons étaient exigées en échange de leur libération, ce qui laisse à penser que les agents de santé ont été ciblés



sur la base de leur richesse supposée. Des exceptions sont à noter, à savoir deux incidents à Pétiion-Ville : l'un où un médecin kidnappé a été tué par des membres d'un gang au mois de février et l'autre où un autre médecin a été blessé par balle en tentant d'échapper à un kidnapping par les membres d'un gang au mois d'avril⁷. Le sort des autres membres du personnel demeure inconnu.

Attaques à l'encontre des structures de santé

Des structures de santé bénéficiant de l'appui d'ONG ont été attaquées par des membres de gangs, ou des hommes non identifiés munis d'armes à feu, au moins huit fois en 2023, contre une fois en 2022. Les hôpitaux Justinien (Nord), Mirebalais (Centre), Raoul Pierre Louis (Ouest) et Tabarre (Ouest) figurent parmi les hôpitaux ayant été investis de force en 2023⁸. En réponse à ces attaques, les services médicaux ont souvent dû être suspendus temporairement. Deux patients ont été kidnappés par des membres de gangs après avoir attaqué des hôpitaux dans les quartiers Carrefour et Tabarre de Port-au-Prince⁹. À Carrefour, le patient a été extrait du service des urgences de l'hôpital Raoul Pierre Louis, emmené hors de l'hôpital, puis abattu¹⁰. D'autres incidents incluent un hôpital touché par des tirs lors de confrontations entre bandes rivales en mars à Cité Soleil à Port-au-Prince. Un homme de 70 ans a été victime de tirs alors qu'il traversait la rue pour se rendre à l'hôpital. L'établissement a été fermé temporairement à la suite de l'attaque¹¹.

IMPACT DES ATTAQUES SUR LES SOINS DE SANTÉ

Avec environ 300 gangs actifs dans le pays et la majeure partie de la capitale sous leur contrôle, les structures de santé et les soignant-e-s se sont retrouvés de plus en plus souvent en première ligne du conflit, contraints à exercer dans un environnement très complexe et dangereux. Les organisations humanitaires et le personnel de santé ont souvent été dans l'obligation de se coordonner avec plusieurs gangs pour pouvoir acheminer l'aide et accéder aux communautés. Souvent, les soignant-e-s n'ont pas été en mesure d'atteindre certaines zones ou ont été contraints de cesser leurs activités dans des zones spécifiques en raison de l'insécurité croissante. En octobre 2023, la Croix-Rouge haïtienne a indiqué qu'elle avait été contrainte de limiter ses services d'ambulance à certaines localités de la capitale en raison de l'insécurité accrue et des ressources financières, matérielles et humaines limitées pour poursuivre ses activités. En outre, les communautés étaient cantonnées à leur quartier et ne pouvaient pas se rendre dans les territoires contrôlés par d'autres gangs, rendant de plus en plus difficile l'accès aux soins de santé.

De nombreuses structures de santé ont été contraintes de suspendre leurs activités en raison des niveaux élevés d'insécurité dans la zone, mettant en danger à la fois les soignant-e-s et les patients. Dans le quartier de Cité Soleil, une zone fortement touchée par la violence ces dernières années, en mars 2023, seuls un hôpital privé et une clinique de Médecins Sans Frontières (MSF) étaient encore ouverts après que MSF a été contraint de fermer temporairement sa clinique dans le quartier le 8 mars en raison de « risques intolérables » liés à l'augmentation de la violence des gangs. À cause de l'insécurité, seuls 4 % de la population de ce quartier ont eu accès à des infrastructures de santé publique.

Les communautés haïtiennes, y compris les communautés de soignant-e-s, ont été largement exposées à la violence. Selon une enquête menée par MSF, 14,5 % des correspondants vivant à Cité Soleil ont été témoins de violences extrêmes, comme des meurtres ou des lynchages dans les rues. Le personnel de santé a dû se confronter à la violence au quotidien et faire face quasiment tous les jours à des menaces de kidnapping, à des barrages routiers et à des attaques verbales et armées, mettant leur santé mentale à rude épreuve, avec le risque d'entraîner des effets à long terme. Les services de santé mentale destinés à la communauté, y compris aux soignant-e-s, sont insuffisants pour répondre aux besoins croissants de la population en matière de santé mentale.



- 1 Le rapport de la SHCC consacre un chapitre à un pays dès lorsqu'au moins 15 incidents de violence contre le personnel de santé ont été signalés au cours d'une année calendaire, ou dès lors qu'au moins 30 incidents ont été signalés sur une période de plusieurs années. Les incidents signalés pour Haïti étaient inclus dans le chiffre total pour ces dernières années. Le rapport de la SHCC n'ayant pas listé les incidents individuellement en 2022, les incidents signalés figurent ici.
- 2 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 HTI SHCC Health Care Data. Incidents 38343 ; 38343.
- 3 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 HTI SHCC Health Care Data. Incident 42853.
- 4 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 HTI SHCC Health Care Data. Incidents 41503 ; 41502 ; 41500 ; 44970.
- 5 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 HTI SHCC Health Care Data. Incident 44981.
- 6 La profession et le sexe des autres membres du personnel n'ont pas été consignés.
- 7 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 HTI SHCC Health Care Data. Incidents 38017 ; 38499.
- 8 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 HTI SHCC Health Care Data. Incidents 38342 ; 42161 ; 42161 ; 37174 ; 38289.
- 9 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 HTI SHCC Health Care Data. Incidents 37174 ; 39852.
- 10 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 HTI SHCC Health Care Data. Incident 37174.
- 11 Insecurity Insight. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2023 Report Dataset: 2023 HTI SHCC Health Care Data. Incident 38289.

SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit (*Safeguarding Health in Conflict* – SHCC) rassemble plus de 40 organisations non-gouvernementales et a pour objectif de protéger les travailleuses et travailleurs humanitaires ainsi que les services de santé menacés dans les contextes de guerre ou par les troubles civils. Nous sensibilisons le public aux attaques contre les soins de santé au niveau mondial et nous exerçons un plaidoyer auprès des agences des Nations Unies pour qu'elles mettent en place des mesures plus importantes de protection des soins de santé au niveau mondial. Nous surveillons les attaques, renforçons les normes universelles relatives au respect du droit à la santé et nous exigeons que les auteurs de ces actes rendent des comptes.

www.safeguarding-health.com

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit
615 N. Wolfe Street, E7143, Baltimore, MD 21205
SHCC administrator, safeguardinghcc@gmail.com